

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JUIN 1921.

**Proposition de loi concernant la formation de la liste des électeurs
pour les Conseils provinciaux ⁽¹⁾.**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. **CARLIER**.

MESSIEURS,

La Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi de MM. Colaert, Pussemier et consorts, l'a repoussée par 4 voix contre 3.

De même que M. Pussemier qui a pu estimer devoir être bref dans ses développements, nous pouvons l'être dans les considérations pour repousser le projet de loi qu'il a déposé avec ses amis.

Nous ne nous arrêterons pas à la modification qui eût dû être apportée à l'article unique de ce projet en cas d'adoption. Sa terminologie n'eût pu être admise, car il ne suffit pas de réunir les conditions de l'électorat communal pour être électeur provincial. Mais c'est là une considération accessoire.

Le projet qui nous est soumis est d'ordre politique. C'est sous cet aspect qu'il sera forcément examiné.

Il fut un temps où, pour obtenir le suffrage pur et simple des hommes à 21 ans, les honorables membres eussent trouvé une majorité pour accorder le droit de vote aux femmes non seulement à la commune, mais aussi à la province et à la Chambre.

Ils ont laissé passé l'heure ou plutôt les années opportunes.

Est-ce à dire que nous voulons empêcher indéfiniment le droit de vote des femmes à la province et à la Chambre? Telle n'est pas et ne pourrait être la pensée

(1) Proposition de loi, n° 253.

(2) La Section centrale était composée de MM. BRUNET, président, BERLOZ, VAN CAUWENBERGH, CARLIER, DAVID, PUSSEMIER et BERTRAND.

de la majorité de la Commission. Cette prétention serait puérile et vaine; personne ne peut disposer de l'avenir.

Mais nous estimons que l'expérience qui vient d'être faite du vote des femmes à la commune n'est pas suffisamment péremptoire et n'a pas en tout cas suffisamment de recul pour pouvoir être jugée définitive et entraîner immédiatement le vote des femmes à la province.

Les raisons invoquées par M. Pussemier dans ses développements ne sont pas convaincantes.

L'honorable membre estime que les élections du 24 avril démontrent clairement la nécessité d'étendre sans plus de retard les droits électoraux reconnus jusqu'ici à la femme. Il base son affirmation sur le fait que la proportion des électeurs inscrits qui se sont abstenus de participer au vote est resté le même et il en déduit tout naturellement que les femmes ont participé au scrutin du 24 avril avec grande satisfaction.

L'honorable M. Pussemier et ses cosignataires oublient que le vote est obligatoire en Belgique et entraîne des pénalités. Si celles-ci ne sont pas bien sévères, elles n'entraînent pas moins des ennuis que les femmes comme les hommes ont voulu s'éviter.

Les partis politiques ont d'ailleurs insisté sur l'obligation du vote et les inconvénients qu'entraînait la non-participation au scrutin.

Il est à remarquer, en effet, — et c'est logique, — que le vote obligatoire, tel qu'il existe en Belgique, donne un pourcentage d'électeurs bien plus élevé qu'en France notamment, où l'obligation de voter n'existe pas.

Le second argument invoqué par les honorables membres, disant que le nombre de bulletins blancs ou nuls, déposés le 24 avril dans les urnes, est sensiblement égal à celui recensé jadis, n'est pas plus pertinent que le premier. Les femmes, mises dans l'obligation d'aller voter, ont voulu apprendre à le faire convenablement et ce, animées par un sentiment d'amour-propre bien naturel et très compréhensible chez la plus jolie et gracieuse moitié du genre humain.

D'autre part, déposer un bulletin blanc était poser un acte de répulsion qui ne cadre pas avec les sentiments féminins et qu'auraient d'ailleurs combattu avec énergie mari, père, frères, appartenant, eux, à un parti déterminé et ne voulant pas que ce geste puisse lui nuire, à l'avantage du parti adverse.

Déduire que la femme est allée voter avec enthousiasme le 24 avril, nous paraît tout à fait excessif. Pas plus qu'elle n'avait manifesté le désir de voter avant les élections communales, elle n'a participé au scrutin avec ferveur. Elle a accepté avec résignation le cadeau que voulaient bien lui faire les hommes, se demandant peut-être si une arrière-pensée ne les incitait pas à faire pareil présent!

Quand on met en parallèle les longues luttes, les souffrances endurées, les sacrifices consentis par les ouvriers belges pendant de longues années pour obtenir le droit de vote, et l'indifférence avec laquelle les femmes accueillirent le droit que leur conférèrent les hommes, on doit admettre qu'elles ne désiraient nullement participer à nos luttes politiques.

Depuis la première expérience du vote féminin, les femmes ont-elles manifesté le désir de voir étendre leurs droits politiques? Nous ne pensons pas. Si l'arène

communale ne les tentait guère, il ne semble pas que le forum provincial ait plus d'attraits pour elles.

Laissons donc se continuer l'« *essai* » que fut l'accession de la femme à nos luttes communales. Laissons poursuivre paisiblement et sans brusquerie son éducation politique. Sachons lui conférer, d'autre part, sans rechigner, de nouveaux droits civils et sociaux dont nous fûmes toujours si injustement avares et qui, insensiblement, feront de la femme civilement et socialement l'égale de l'homme.

Et ayant ainsi continué l'« *essai* », lorsque, plus tard, sans arrière-pensée politique, sans mesquins calculs de la part des hommes, quand plus tard, disons-nous, les femmes réclameront avec instance que soient étendus leurs droits politiques, les résistances qu'elles rencontreront ne seront plus bien sérieuses.

Mais une période de transition s'impose et c'est pour la ménager que nous avons l'honneur de vous proposer le rejet de l'article unique du projet de loi de MM. Colaert, Pussemier et consorts, et de le remplacer par le texte suivant :

**Texte de MM. Colaert, Pussemier,
et consorts.**

ARTICLE UNIQUE.

Sont électeurs pour la province, ceux qui, sans distinction de sexe, sont inscrits sur les listes électorales pour les Conseils communaux.

Texte de la Commission.

ARTICLE UNIQUE.

Sont électeurs pour la province, ceux qui sont inscrits sur les listes électorales pour la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur,
ÉMILE CARLIER.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JUNI 1921.

Wetsvoorstel betreffende het opmaken van de kiezerslijsten
voor de provinciale raden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **CARLIER**.

MIJNE HERREN,

De Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel Colaert. Pussemier c. s. heeft dit met 4 stemmen tegen 3 verworpen.

Evenals de heer Pussemier van gevoelen was bondig te mogen zijn in zijne toelichting, kunnen wij het insgelijks zijn in onze beschouwingen om het voorstel te verwerpen, dat hij met zijne vrienden heeft ingediend.

Bij de wijziging welke, in geval van goedkeuring van het ontwerp, in het eenig artikel diende te worden gebracht, zullen wij niet stil blijven. De terminologie hadde men niet kunnen aannemen, daar het niet voldoende is, om provinciaal kiezer te zijn, aan de vereischten voor het gemeentekiesrecht te voldoen. Dit is echter eene beschouwing van bijkomend belang.

Het ons voorgelegd ontwerp is van politieken aard. Van dit standpunt uit zal het noodzakelijkerwijs worden onderzocht.

Er was een tijd dat, in ruil van het zuiver algemeen stemrecht voor de mannen op 21 jaar, de achtbare leden eene meerderheid zouden gevonden hebben ten gunste van het kiesrecht der vrouwen niet enkel voor de gemeente, maar ook voor de provincie en voor de Kamer.

Zij hebben het gepaste uur of liever de gepaste jaren laten voorbijgaan.

Blijkt daaruit, dat wij het vrouwenkiesrecht voor de provincie en voor de Kamer voor immer willen beletten? Dat is en kan ook de meening niet zijn van

(1) Wetsvoorstel, n^r 253.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren BRUNET, voorzitter, BERLOZ, VAN CAUWENBERGH, CARLIER, DAVID, PUSSEMIER en BERTRAND.

de meerderheid der leden van de Commissie. Zulks beweren ware kinderachtig en vruchteloos; niemand kan de toekomst voorspellen.

Wij zijn echter van gevoelen, dat de ervaring van het vrouwenkiesrecht voor de gemeente, onlangs opgedaan, niet afdoende is en in elk geval nog te jong om voorgoed ons oordeel te vestigen en voor onmiddellijk gevolg te hebben het vrouwenkiesrecht voor de provincie.

De redenen, welke de heer Pussemier in zijne toelichting doet gelden, overtuigen ons niet.

Het achtbaar lid is van gevoelen, dat uit de verkiezingen van 24 April klaar is gebleken, dat het tot nog toe aan de vrouw toegekende kiesrecht onverwijld moet worden uitgestrekt. Hij steunt zijne bewering op het feit, dat de verhouding der ingeschreven kiezers, die zich bij de stemming onthielden, dezelfde is gebleven, en daaruit leidt hij gansch natuurlijk af, dat de vrouwen den 24ⁿ April op zeer voldoende wijze hunne stemming hebben uitgebracht.

De achtbare heer Pussemier en zijne medeonderteekenaars vergeten, dat de stemming in België verplichtend is en door straffen wordt bekrachtigd. Zijn deze niet zeer streng, dan toch baren zij zorgen, welke de vrouwen zoowel als de mannen hebben willen vermijden.

De politieke partijen hebben overigens met aandrang gewezen op de verplichte stemming en de bezwaren, waartoe de onthouding aanleiding kan geven.

Er dient inderdaad te worden opgemerkt, dat de verplichte stemming, zooals deze in België bestaat, een hooger procent kiezers oplevert dan in Frankrijk, bij voorbeeld, waar de stemming niet verplichtend is.

Het tweede argument door de achtbare leden aangevoerd, wanneer zij zeggen dat het getal niet ingevulde of ongeldige stembrieven, den 24ⁿ April in de stembussen neergelegd, schier gelijkstaat met het vroeger getal, is evenmin afdoende als het eerste argument. De vrouwen, verplicht zijnde te gaan stemmen, hebben dit willen op betamelijke wijze doen, en wel uit een gevoel van eigenliefde, dat zeer natuurlijk en licht te begrijpen is bij de lieflijkste en de bekoorlijkste helft van het menschdom.

Een niet-ingevulden stembrief neerleggen, ware anderdeels eene daad van weerzin stellen, welke niet in den aard ligt van de vrouwelijke gevoelens en trouwens met krachtadigheid ware bestreden geworden door den echtgenoot, den vader, de broeders, die, tot eene bepaalde partij behoorende, niet zouden geduld hebben, dat zulke handelwijze ten nadeele van hunne partij en ten goede aan den tegenstrever komen zou.

Uit de stemming van 24 April afleiden, dat de vrouw met geestdrift naar de stembus is gegaan, blijkt ons gansch overdreven. De vrouw is evenmin met iever naar de stembus gegaan, als zij vóór de gemeenteverkiezingen het verlangen om te stemmen had te kennen gegeven. Met berusting heeft zij dit geschenk van de mannen aangenomen, terwijl zij zich misschien wel heeft afgevraagd of geene bijbedoeling de mannen tot dergelijk geschenk had gedreven!

Wanneer men, eenerzijds, nagaat wat langen strijd, wat al lijden en opofferingen, gedurende vele jaren, de verovering van het kiesrecht van de mannen heeft geëischt, en men, anderzijds, de onverschilligheid ziet, waarop de vrouwen

het haar door de mannen toegekende recht hebben onthaald, dan moet men aannemen, dat zij geenszins wenschten in onze politieke strijd te treden.

Hebben de vrouwen, sedert de eerste uitoefening van hun kiesrecht, den wensch uitgedrukt, hunne politieke rechten te zien uitbreiden? Wij meenen het niet. Werden zij niet aangelokt door het gemeentelijk strijdperk, dan zal wellicht het provinciaal forum voor haar niet meer aantrek hebben.

Laten wij dus de *proefneming*, welke met het vrouwenkiesrecht in den strijd der gemeentepolitiek werd genomen, nog voortzetten, en laten wij haar in vrede en zonder schokken hare politieke leiding volledigen. Doch geven wij haar, in ruiling en zonder tegenstribbelen, nieuwe burgerlijke en sociale rechten, welke wij haar steeds met zulke karigheid hebben bedeed, en welke allengs op burgerlijk en sociaal gebied de vrouw zullen gelijkstellen met den man.

Wordt de *proefneming* aldus voortgezet en eischt de vrouw later, zonder politieke bijbedoeling, zonder kleingeestige berekening vanwege de mannen, met aandringen de uitbreiding harer politieke rechten, dan zal zij wellicht geen ernstigen tegenstand meer ontmoeten.

Doch een overgangstijdperk is noodzakelijk en, om dit zonder overhaasting te doorloopen, hebben wij de eer u voor te stellen, het eenig artikel van het wetsontwerp Colaert, Pussemier c. s. te verwerpen en te vervangen door den volgende tekst :

**Tekst voorgesteld door
de heeren Colaert, Pussemier c. s.**

EENIG ARTIKEL.

Zijn kiezer voor de provincie zij, die, zonder onderscheid van kunne, op de kiezerslijsten voor de gemeenteraden zijn ingeschreven.

**Tekst voorgesteld door
de Commissie.**

EENIG ARTIKEL.

Zijn kiezer voor de provincie zij, die op de kiezerslijsten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers zijn ingeschreven.

De Verslaggever,
ÉMILE CARLIER.

De Voorzitter,
ÉMILE BRUNET.